



Liberté • Egalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

UNITÉ TERRITORIALE DU LITTORAL  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 GRAVELINES

Affaire suivie par Nicolas PACAULT  
Téléphone : 03.28.23.85.44  
Télécopie : 03.28.65.59.45

[nicolas.pacault@developpement-durable.gouv.fr](mailto:nicolas.pacault@developpement-durable.gouv.fr)

G2 – 2014- 262 RAP NP/IR

Gravelines, le **23 SEP. 2014**

**RAPPORT DE L'INSPECTION  
DES INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR PRÉSENTATION AU CODERST**

**ÉQUIPE :**

G2

**Type d'établissement :**

A → E

**OBJET :**

Modification du classement des installations, renforcement des prescriptions

SA FRIGO A25

**N° S3IC :**

070.00456

**Assujettissement TGAP :**

non

**RÉFÉRENCES :**

Courrier de l'exploitant à Monsieur le Préfet du Nord en date du 16 juillet 2014

courrier de l'exploitant à la DREAL en date du 04 juin 2014

Avis du SDIS en date du 03 février 2014

**DEMANDEUR :**

- Raison sociale : SA FRIGO A25
- Siège social : Chemin des Cendres – 59114 STEENVOORDE
- Adresse du site : Chemin des Cendres – 59114 STEENVOORDE
- Contact dans l'entreprise : Laëtitia BEUVRIE : responsable qualité
- Activité principale : Entrepôts frigorifiques
- Effectif : 20 personnes

**Sommaire du Rapport**

Annexes

1. Objet de la demande
2. Présentation de l'établissement
3. Modification de la situation administrative
4. Renforcement des prescriptions
6. Avis et propositions de l'inspection des installations classées

1. Localisation du site
2. Copie de l'avis du SDIS
3. Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

## 1 Objet de la demande

Le présent rapport a pour objet d'instruire la demande d'antériorité présentée par la société FRIGO A25 pour ses entrepôts frigorifiques et ses installations de découpe et de congélation de produits alimentaires d'origine animale.

Suite à la modification de la nomenclature des installations classées, la société FRIGO A25 a également transmis une demande d'antériorité pour la rubrique 2921-b.

Enfin le présent rapport analyse également l'avis émis par les services du SDIS, à la demande de la DREAL, suite à leur visite de l'établissement.

## 2 Présentation de l'établissement

La société FRIGO A25 exploite à Steenvoorde des entrepôts frigorifiques qui servent au stockage de produits surgelés (gibier, produits de la mer, ...) ; elle est utilisée comme plate-forme logistique de différentes chaînes de magasins (LIDL, ...) et entrepose également des produits du spécialiste en produits surgelés la société THIRIET. Le site est localisé sur le plan joint en annexe 1.

Créées en 1975, ces installations proposent un volume de stockage de 100 000 m<sup>3</sup>.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 07 mai 2002. Un précédent arrêté préfectoral en date du 08 juin 2000 encadre le fonctionnement de la tour aéroréfrigérante de l'établissement.

## 3 Modification de la situation administrative

### 3.1 Situation administrative actuelle

La situation administrative actuelle, telle qu'elle figure dans l'arrêté du 07 mai 2002 est la suivante :

rubrique	désignation	caractéristiques	classement
1510	Entrepôts couverts	100 000 m <sup>3</sup> dont 6 entrepôts frigorifiques représentant : - frigo 1 : 1 500 m <sup>2</sup> x 8 m - frigo 2 : 1 500 m <sup>2</sup> x 8 m - frigo 3 : 2 400 m <sup>2</sup> x 8 m - frigo 4 : 1 800 m <sup>2</sup> x 8 m - frigo 5 : 1 920 m <sup>2</sup> x 10 m - frigo 6 : 2 400 m <sup>2</sup> x 10 m	A
2221	Préparation ou conservation de produits alimentaire d'origine animale par découpe et/ou congélation	Installations de découpe et de congélation. Capacité totale maximale : 3 tonnes/j	A
2920.2.a	Installation de réfrigération	Fonctionnant au R22 : - 1 compresseur de 500 kW - 1 compresseur de 300 kW	A
1530	Dépôts de bois papier/cartons ou matériaux combustibles analogues	Stockage sous couvert de bois, papiers et cartons représentant 4 000 m <sup>3</sup>	D
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs	16 appareils soit 68,16 kW de courant continu	D
-	Forage d'eau industrielle	108 m ; débit 0,4 m <sup>3</sup>	-

Il convient également de noter, que la tour aéroréfrigérante, si elle ne figure pas dans le tableau de classement, est connue de l'administration, qu'il l'a réglementée par l'arrêté du 08 juin 2000.

### 3.2 antériorité sollicitée

Suite à la publication du décret 2013- 1205 du 14 décembre 2013, la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classée relative aux tours aéroréfrigérantes a été modifiée. Par courrier adressé à la DREAL le 04 juin 2014, la société FRIGO A25 informe l'administration du classement de son installation par rapport à cette rubrique modifiée.

Dans son dossier transmis à Monsieur le Préfet du Nord par courrier en date du 16 juillet 2014, l'exploitant indique :

- que le seuil d'autorisation pour la rubrique 2920 a été porté à 10 MW par le décret n° 2010-1700 du 30 décembre 2010 ;
- que la rubrique 1511 dédiée aux entrepôts frigorifiques, a été créée par le décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 ;
- que la rubrique 2221 «préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale par découpe ou congélation » a été modifiée par le décret n° 2012-384 du 20 mars 2012.

Suite à ces modifications, le nouveau classement des installations du site est le suivant :

rubrique	désignation	caractéristiques	classement
1511-2	Entrepôts frigorifiques, Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 150 000 m <sup>3</sup>	100 000 m <sup>3</sup> dont 6 entrepôts frigorifiques représentant : - frigo 1 : 1 500 m <sup>2</sup> x 8 m - frigo 2 : 1 500 m <sup>2</sup> x 8 m - frigo 3 : 2 400 m <sup>2</sup> x 8 m - frigo 4 : 1 800 m <sup>2</sup> x 8 m - frigo 5 : 1 920 m <sup>2</sup> x 10 m - frigo 6 : 2 400 m <sup>2</sup> x 10 m  Le volume susceptible d'être stocké est de 89 280 m <sup>3</sup> .	E
2221-B	Préparation ou conservation de produits alimentaire d'origine animale par découpe et/ou congélation  B. installations non classées au titre de la rubrique 3642 de la nomenclature. La quantité de produits entrants étant supérieure à 2t/j	Le site n'est pas classé pour la rubrique 3642.  Installations de découpe et de congélation. Capacité totale maximale : 3 tonnes/j	E
2920	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques : La puissance absorbée étant inférieure à 10 MW	Fonctionnant au R22 : - 1 compresseur de 500 kW - 1 compresseur de 300 kW	NC
1530-3	Dépôts de papier/cartons ou matériaux combustibles analogues Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 20 000 m <sup>3</sup>	Stockage sous couvert de papiers et cartons représentant 4 000 m <sup>3</sup>	D
2921-b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	Une tour aéroréfrigérante de puissance 1800 kW	DC

2925	Ateliers de charge d'accumulateurs La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	16 appareils soit 68,16 kW de D courant continu	
1185-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Emploi de fluides frigorigènes dans les circuits des chambres froides.  La quantité totale étant de 1 000 kg.	DC
-	Forage d'eau industrielle	108 m ; débit 0,4 m <sup>3</sup>	-

Le site relèvera donc désormais du régime de l'enregistrement.

#### **4 Renforcement des prescriptions**

Lors d'une réunion sur le site en juin 2013 qui avait pour objet de présenter le projet, l'inspecteur de l'environnement avait invité l'exploitant à se rapprocher des services du SDIS. Les sapeurs-pompiers ont transmis à l'inspection des installations classées leurs remarques par courrier du 03 février 2014. Une copie de ce courrier figure en annexe 2 du présent rapport.

Les remarques du SDIS concernent les points suivants :

- les murs coupe-feu
- l'accessibilité aux engins de secours
- le désenfumage
- la défense extérieure contre l'incendie.

Il convient donc de renforcer les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 07 mai 2002, qui va continuer à réglementer l'installation, même si celle-ci relève désormais du régime de l'enregistrement.

#### **5 Avis et proposition de l'inspection des installations classées**

La société FRIGO A25 a formulé une demande d'antériorité en vue de reclasser les activités qu'elle exerce sur site de STEENVOORDE sous le régime de l'enregistrement.

Même si le délai d'un an visé à l'article R.513-1 du code de l'environnement est dépassé, l'administration avait connaissance des installations exploitées par la société FRIGO A25 et celles-ci étaient dûment autorisées. La demande d'antériorité est donc recevable.

Nous proposons donc à Monsieur le Préfet du Nord de donner acte à l'exploitant du nouveau classement de ses installations. Le tableau de classement détaillé figure au paragraphe 3. 2 du présent rapport. Le site relèvera du régime de l'enregistrement pour les rubriques 1511-2 et 2221-B et du régime de la déclaration pour les rubriques 1530-3, 2921-b et 2925.

Conformément aux dispositions de l'article R.512-55 du code de l'environnement, la tour aéroréfrigérante n'est pas soumise à l'obligation de contrôle périodique prévue par la rubrique 2921-b car elle se situe dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'enregistrement.

De plus, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été rédigé et soumis à l'exploitant par courriel du 29/08/2014. Ce projet prévoit notamment :

- la modification du tableau de classement du site ;
- la modification des prescriptions de l'arrêté relative à la **défense** incendie afin de tenir compte de l'avis formulé par le SDIS ;
- la modification des prescriptions de l'arrêté relative à la prévention de la légionellose. En effet le nouvel arrêté ministériel applicable aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2921 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

L'exploitant a répondu par courrier du 11/09/2014. Ses observations ont été prises en compte dans la mesure du possible.

En application de l'article R.512-31 du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, nous proposons aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui modifie les dispositions de l'arrêté du 07 mai 2012 encadrant le fonctionnement du site FRIGO A25 de Steenvoorde, et qui est annexé à ce rapport.

L'Ingénieur de l'Industrie et des Mines,  
Inspecteur de l'environnement  
spécialité installations classées

  
Nicolas PACAULT

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet de la Région Nord – Pas-de-Calais,  
Préfet du Département du Nord  
Direction des politiques publiques  
Bureau des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Pour présentation au CODERST

Gravelines, le **23 SEP. 2014**

P/La Directrice par intérim et par délégation,  
le Chef de l'Unité Territoriale du Littoral

  
David LEFRANC



ANNEXE 1 : Localisation du site FRIGO A25 à STEENVOORDE, chemin des cendres

site FRIGO A25

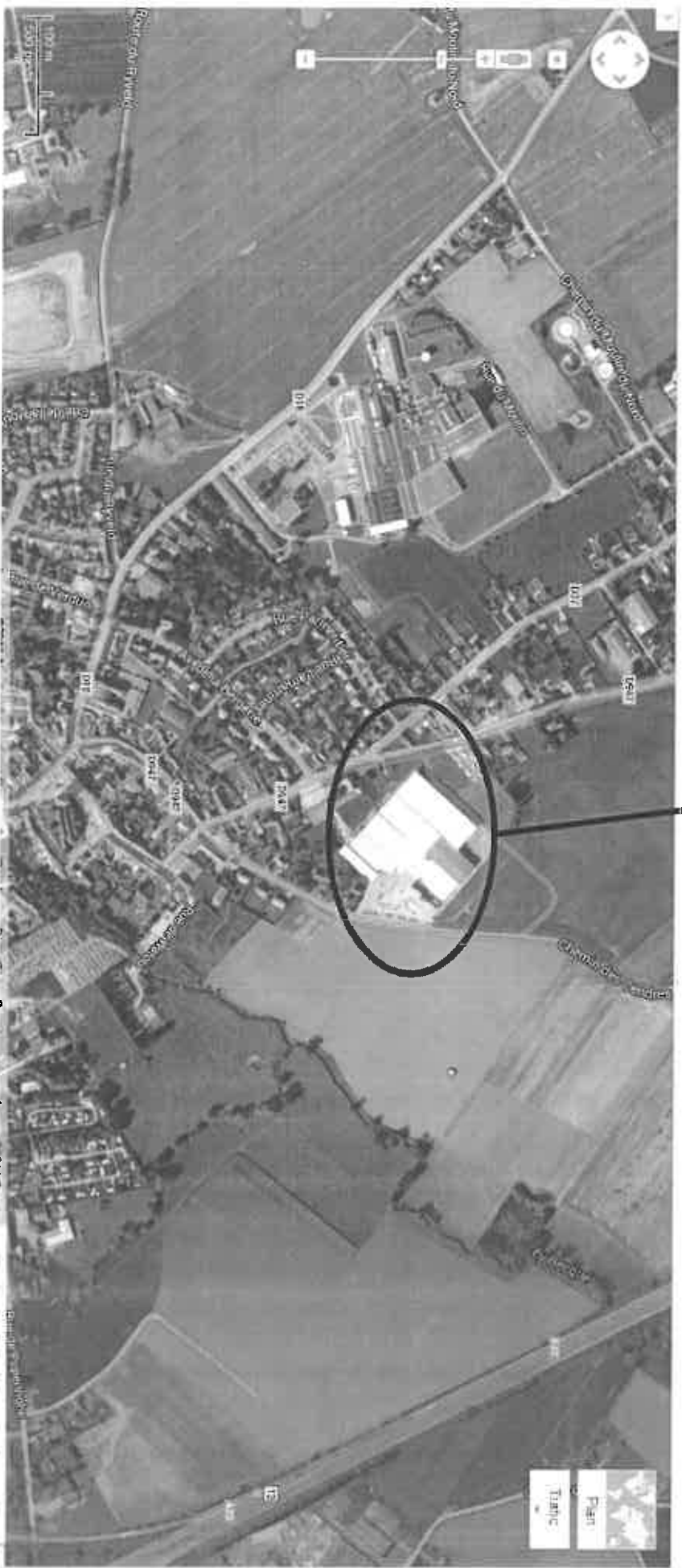


image : Google Maps





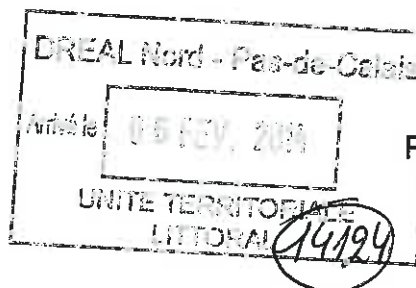


SERVICE DÉPARTEMENTAL  
D'INCENDIE ET DE SECOURS

Annexe N° 2

Le Directeur départemental

à



Monsieur Nicolas PACAULT  
DREAL Nord Pas-de-Calais  
Unité territoriale du littoral  
Rue du pont de pierre BP 199  
59820 GRAVELINES

Service Prévision G1  
Réf PRS/CG/CD/13 - 384

Affaire suivie par le Commandant GIRARD  
☎ 03.28.69.94.20. 📠 03.28.69.94.05.

Lille, le - 3 FEB. 2014

**OBJET :** REVISION ARRETE PREFECTORAL SA FRIGO A 25.

Cet entrepositaire implanté à Steenvoorde exploite 6 chambres froides négatives.

NUMERO	ANNEE CONSTRUCTION	SURFACE	HAUTEUR	VOLUME
1	1975	1500 m <sup>2</sup>	8m	12 000 m <sup>3</sup>
2	1979	1500 m <sup>2</sup>	8m	12 000 m <sup>3</sup>
3	1983	2400 m <sup>2</sup>	8m	19 200 m <sup>3</sup>
4	1989	1800 m <sup>2</sup>	8m	14 400 m <sup>3</sup>
5	1992	1920 m <sup>2</sup>	10m	19 200 m <sup>3</sup>
6	1997	2400 m <sup>2</sup>	10m	24 000 m <sup>3</sup>

L'actuel arrêté d'autorisation d'exploiter de cette société se réfère à la rubrique 1510. La rubrique 1511 ayant été créée récemment, l'activité relève désormais du régime de l'enregistrement et dans le cadre de la révision de cet arrêté, vous avez sollicité l'avis du SDIS du Nord.

Ce site présente pour le SDIS du Nord plusieurs facteurs défavorables :

- Absence de recoupement coupe feu entre les différentes chambres froides permettant de limiter la propagation d'un incendie sauf entre les cellules 5 - 6 et les autres cellules,
- Absence d'accessibilité aux engins de secours pour certaines chambres froides,
- Absence de désenfumage des chambres froides,
- Défense extérieure contre l'incendie quasiment inexistante.

Je propose la réalisation des mesures suivantes afin de faciliter l'action des sapeurs-pompiers et réduire les conséquences d'un incendie :

- Isoler le local de charge de batteries au moyen de parois REI 120 et bloc porte REI 60 asservi à des détecteurs autonomes déclencheurs.
- Améliorer l'accessibilité des secours : (cf plan joint)
  - le site dispose de 2 accès (portails) : veiller à ce que l'un des deux puisse être ouvert immédiatement sur demande des sapeurs-pompiers,
  - aménager sur le périmètre des façades Nord, Ouest et Sud jusqu'au niveau du local carton une voie stabilisée dite « dévidoir » d'une largeur minimale d'1m80,
  - aménager une aire de mise en station d'échelle arienne dans l'angle nord de l'établissement dont les caractéristiques techniques sont les suivantes :
    - La force portante est calculée sur 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.
    - Longueur minimale 10 mètres
    - Largeur libre minimale : 4 mètres
    - Pente maximale 10%
  - aménager un accès a cette aire de mise en station depuis la voie publique de contournement situé au nord de l'établissement

Ces deux derniers points sont fondamentaux car aujourd'hui, aucun moyen aérien ne peut défendre le mur CF 6 h existant.

- Asservir la fermeture du bloc porte CF2H du local carton à des détecteurs autonomes déclencheurs (DAD) et étendre ce dispositif de fermeture automatique à l'ensemble des locaux techniques en lieu et place de dispositif thermo fusible. En effet ce dispositif a un temps de réaction plus long que les DAD.
- Désenfumer naturellement ce local carton sur la base de la règle du 1% (1 m<sup>2</sup> de SUE pour 100 m<sup>2</sup> de surface au sol) car on peut considérer ce local comme réserve d'approche compte tenu du volume limité de stockage.
- S'assurer que l'alarme incendie est audible dans la totalité de l'établissement.
- Améliorer le balisage des issues de secours par des BAES en nombre suffisant et judicieusement répartis (de nombreux BAES sont hors service),

Concernant la défense extérieure contre l'incendie et au regard de l'instruction technique applicable dans le département du nord, l'étude des besoins en eau, en tenant compte des indications fournies par l'exploitant, est la suivante :

	Surface de l'activité	Surface de stockage
Surface de référence	2500 m <sup>2</sup> (conditionnement bureaux)	7200 m <sup>2</sup>
Hauteur de stockage		+0.1
Stabilité	+0.1	+0.1
Organisation interne		
Catégorie de risque	1	2
EAE type sprinkleur	non	non
Débit requis	180 m <sup>3</sup> /h	780 m <sup>3</sup> /h
Débit total	960 m <sup>3</sup> /h soit 1920 m <sup>3</sup> utilisables pendant 2 heures	

Actuellement le débit d'eau disponible est de 180 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures assuré par le réseau d'eau public (poteau d'incendie n° 17 et 87).

Le déficit en matière de défense contre l'incendie est donc de 780 m<sup>3</sup>/h.

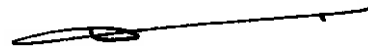
Toutefois en l'état actuel du SDACR, le débit correspondant à l'engagement maximum de moyens du SDIS du Nord est limité à 600 m<sup>3</sup>/h soit 1.200 m<sup>3</sup> utilisables pour 2 heures d'extinction.

Il y a donc lieu de prendre des dispositions afin de diminuer le besoin en eau de 1920 m<sup>3</sup> à 1200 m<sup>3</sup> tel que un nouveau compartimentage CF, l'installation d'un système d'extinction automatique à eau, d'une détection incendie, etc.

Parallèlement à ces mesures il y aura lieu de renforcer la défense incendie actuellement au moyen de réserve ou citerne d'une capacité totale de 840 m<sup>3</sup> dont l'implantation et les caractéristiques techniques seront soumises à l'avis préalable du SDIS.

Un certain nombre de ces points ont déjà fait l'objet d'un courrier en date du 13 juillet 2001 adressé au directeur du site (M. Van Holzaet), courrier resté sans suite.

Le Directeur Départemental,  
Le Colonel,



 Philippe VANBERSELAERT

Copie à :  
Monsieur le Chef de Groupement 1

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

accès pour véhicule de secours  
voirie lourde à créer

aire de mise en station  
échelle aérienne à créer

voie de 1,80 m "stabilisée" à créer

FRIGO  
A25

10496

Cimetière de  
Lacour

route d'Hondschoote

route d'Hondschoote

D37

10497

route de  
Lacour

**ANNEXE 3****Projet d'Arrêté Préfectoral complémentaire modifiant les prescriptions imposées à la SA FRIGO A25 pour l'exploitation d'entrepôts frigorifiques à STEENVOORDE, chemin des cendres**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V de ses parties législative et réglementaire;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les décrets n°2010-367 du 13 avril 2010, 2010-1700 du 30 décembre 2010, 2012-384 du 20 mars 2012 et 2013-1205 du 14 décembre 2013, modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 08 juin 2000 imposant des prescriptions complémentaires permettant la prévention de la légionellose pour les installations de réfrigération dont l'évacuation de la chaleur repose sur la pulvérisation d'eau dans des flux d'air que la société FRIGO A25 exploite dans son établissement de STEENVOORDE, chemin des cendres ;

Vu l'arrêté préfectoral du 07 mai 2012 accordant à la SA FRIGO A25 l'autorisation de poursuivre l'exploitation de son unité d'entreposage et de reconditionnement de produits surgelés à STEENVOORDE, chemin des cendres ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, applicable aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées ;

Vu les informations relatives à la tour aéroréfrigérante transmises par l'exploitant à la DREAL par courrier du 16 juin 2014

Vu la demande d'antériorité adressée par l'exploitant à Monsieur le Préfet du Nord par courrier en date du 16 juillet 2014 ;

Vu l'avis émis par le SDIS en date du 03 février 2014

Vu le courriel de l'inspection des installations classées du 29 août 2014, qui a proposé un projet d'arrêté préfectoral complémentaire à l'exploitant ;

Vu le courriel de l'exploitant en date du xx/xx/2014 qui ne formule pas d'observation ;

Vu le rapport et les conclusions de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du XXXX ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du XXXX ;

Considérant que la nomenclature des installations classées a été modifiée par les décrets susvisés ;

Considérant que les demandes d'antériorité de l'exploitant, même si elles n'ont pas toutes été formulées dans le délai d'un an visé à l'article R.513-1 du code de l'environnement, correspondent à des installations qui avaient été régulièrement mises en fonctionnement et dont l'administration avait connaissance ;

Considérant donc que ces demandes sont recevables, et qu'il convient d'actualiser le tableau de classement figurant à l'article 1.1 de l'arrêté du 07 mai 2002 susvisé ;

Considérant que les prescriptions relatives à la légionellose, issues de l'arrêté du 08 juin 2000 susvisé doivent être remplacées par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;

Considérant également que, suite à l'avis émis par le SDIS, il est nécessaire d'adapter certaines prescriptions de l'arrêté du 07 mai 2002 modifié susvisé relative à la défense incendie de l'établissement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord ;

## ARRÊTÉ

### Article 1er – Objet

L'arrêté préfectoral du 07 mai 2002 accordant à la SA FRIGO A25 l'autorisation de poursuivre l'exploitation de son unité d'entreposage et de reconditionnement de produits surgelés à STEENVOORDE, chemin des cendres est modifié conformément aux dispositions des articles suivants.

### Article 2 – Tableau de classement

Le tableau de classement figurant à l'article 1.1 « Activités autorisées » de l'arrêté préfectoral du 07 mai 2002 est remplacé par le tableau suivant :

rubrique	désignation	caractéristiques	classement
1511-2	Entrepôts frigorifiques, Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 150 000 m <sup>3</sup>	100 000 m <sup>3</sup> dont 6 entrepôts frigorifiques représentant : - frigo 1 : 1 500 m <sup>2</sup> x 8 m - frigo 2 : 1 500 m <sup>2</sup> x 8 m - frigo 3 : 2 400 m <sup>2</sup> x 8 m - frigo 4 : 1 800 m <sup>2</sup> x 8 m - frigo 5 : 1 920 m <sup>2</sup> x 10 m - frigo 6 : 2 400 m <sup>2</sup> x 10 m  Le volume susceptible d'être stocké est de 89 280 m <sup>3</sup> .	E
2221-B	Préparation ou conservation de produits alimentaire d'origine animale par découpe et/ou congélation  B. installations non classées au titre de la rubrique 3642 de la nomenclature. La quantité de produits entrants étant supérieure à 2t/j	Le site n'est pas classé pour la rubrique 3642.  Installations de découpe et de congélation. Capacité totale maximale : 3 tonnes/j	E
2920	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques : La puissance absorbée étant inférieure à 10 MW	Fonctionnant au R22 : - 1 compresseur de 500 kW - 1 compresseur de 300 kW	NC
1530-3	Dépôts de papier/cartons ou matériaux combustibles analogues Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 20 000 m <sup>3</sup>	Stockage sous couvert de papiers et cartons représentant 4 000 m <sup>3</sup>	D
2921-b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	Une tour aéroréfrigérante de puissance 1800 kW	DC
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	16 appareils soit 68,16 kW de courant continu	D
1185-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Emploi de fluides frigorigènes dans les circuits des chambres froides.  La quantité totale étant de 1 000 kg.	DC
-	Forage d'eau industrielle	108 m ; débit 0,4 m <sup>3</sup>	-

E : régime de l'enregistrement  
 D : régime de la déclaration  
 DC : régime de la déclaration avec contrôle périodique  
 NC : non classé

Nota : conformément aux dispositions de l'article R.512-55 du code de l'environnement, la tour aéroréfrigérante n'est pas soumise à l'obligation de contrôle périodique prévue par la rubrique 2921-b car elle se situe dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'enregistrement.

### Article 3 – prescriptions relatives à la prévention de la légionellose

Les dispositions de l'article 13 « prévention de la légionellose » de l'arrêté du 07 mai 2012 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

#### « ARTICLE 13 : PREVENTION DE LA LEGIONELLOSE

Les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air respectent les prescriptions prévues dans les arrêtés ministériels applicables aux installations visées par la rubrique 2921. En particulier, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau de l'installation en fonctionnement soit en permanence maintenue à une concentration inférieure à 1 000 UFC/l selon la norme NF T 90-431.

Les installations de refroidissement par Tour Aéro-Réfrigérantes (TAR) sont aménagées et exploitées suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2921.

Au sens de cet arrêté ministériel du 14 décembre 2013, la tour aéroréfrigérante est antérieure au 1<sup>er</sup> juillet 2005.

### Article 4 – prescriptions relatives à la prévention des risques et à la sécurité

#### Article 4-1 accès

Après le premier alinéa de l'article 22 « accès » de l'arrêté du 07 mai 2002, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder sans délai à l'établissement. »

#### Article 4-2 local de charge des accumulateurs

Le premier paragraphe de l'article 24.3 « atelier de charge des accumulateurs » de l'arrêté du 07 mai 2002 est remplacé par le paragraphe suivant :

« Les chargeurs de batterie seront implantés dans un local spécifique, exclusivement réservé à la charge, construit en matériaux incombustibles, couvert d'une toiture légère et non surmonté d'un étage. Ce local des charges est isolé au moyen de parois REI 120 et de bloc porte REI 60 asservi à des détecteurs autonomes déclencheurs. Les portes de ce local sont maintenues fermées. »

#### Article 4-3 local carton

Après l'article 24-6 de l'arrêté du 07 mai 2002 il est ajouté un article 24-7 ainsi rédigé :

#### « Article 24.7 local carton

Le bloc porte coupe-feu 2 heures du local carton est asservi à des détecteurs autonomes déclencheurs (DAD). Ce dispositif de fermeture automatique est étendu à l'ensemble des locaux techniques en lieu et place de dispositif thermo fusible. »

#### Article 4-4 intervention des secours extérieurs

Les dispositions de l'article 29 « intervention des secours extérieurs » de l'arrêté du 07 mai 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'établissement est doté d'une voie extérieure dégagée permettant la circulation des engins de secours ayant les caractéristiques suivantes :

- au nord-est :
  - largeur libre : 3,5 m minimum ;
  - force portante 130 kN (40 kN sur l'essieu avant, 90 kN sur l'essieu arrière) ;
  - rayon intérieur  $R = 11$  m avec une surlargeur égale à 15/12 ;
  - hauteur libre : 35 m minimum ;
- au nord-ouest, au sud-ouest et au sud-est (de l'angle sud jusqu'au niveau du local carton) :
  - une voie stabilisée dite « dévidoir » d'une largeur minimale d' 1m80.

Une aire de mise en station d'échelles aérienne dont les caractéristiques sont les suivantes sera mise en place dans l'angle nord de l'établissement :

- la force portante est calculée sur 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distant de 3,6 mètres au minimum ;
- longueur minimale 10 m
- largeur libre minimale : 4 m
- pente maximale 10 %

Un accès à cette aire de mise en station est aménagé depuis la voie publique de contournement situé au nord de l'établissement.

#### Article 4-5 réserve incendie

Le sixième paragraphe de l'article 26.1 « Extincteurs – RIA – Poteaux incendie » est remplacé par les dispositions suivantes :

« La défense extérieure contre l'incendie est assurée par les poteaux incendie n° 17 et 87 du réseau d'eau public. Ces deux poteaux permettent d'avoir un débit total de 180m<sup>3</sup>/h pendant deux heures.

Les ressources en eau d'extinction sont complétées par la mise en place d'une réserve ou citerne d'une capacité totale de 840 m<sup>3</sup> dont l'implantation et les caractéristiques techniques sont soumis à l'avis préalable du SDIS du Nord (groupement 1 – service prévision). »

#### Article 5 – délai de réalisation des travaux

Les délais pour la réalisation des travaux prévus à l'article 4 sont les suivants :

Aménagement concerné	Délai (à compter de la notification du présent arrêté)
Local de charge accumulateurs	4 mois
Aménagement de la voie « dévidoir »	6 mois
Aménagement de l'aire de mise en station d'échelle et de l'accès à cette aire depuis la voie publique au nord du site	6 mois
Mise en place des détecteurs autonomes déclencheurs sur le bloc porte du local carton et remplacement de l'ensemble des dispositifs thermo fusibles	2 mois
Mise en place de la réserve ou citerne incendie	8 mois

#### Article 6 – étude

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société FRIGO A25 transmet à l'inspection des installations classées et au SDIS du Nord (groupement 1 – service prévision), une étude technico-économique visant à réduire le besoin en eau d'extinction incendie de 1 920 m<sup>3</sup> sur 2 h à, au maximum, 1 200 m<sup>3</sup> sur 2 h (soit 600 m<sup>3</sup>/h).

Pour ce faire l'exploitant pourra envisager des solutions telles que : compartimentage coupe-feu, système d'extinction automatique, mise en place d'une détection incendie...

L'étude comprendra un échéancier de réalisation.



Article 7 – Abrogation

L'arrêté préfectoral du 08 juin 2000 susvisé est abrogé

Article 8 – Délais et voies de recours

Article 9 – Notification et exécution

